


**SLADJANA KOSTI,
15 ANS, GENÈVE**

En sixième année, elle est arrivée de la région de Belgrade. Elle a terminé sa neuvième année en juin passé après deux ans de classe d'accueil et un an dans le système habituel. Au terme de la scolarité obligatoire, malgré ses mauvaises notes, elle veut continuer ses études, pour «devenir avocate» affirme-t-elle. Il faut dire qu'en Serbie, elle était bonne élève. Ses parents lui conseillent alors de doubler sa neuvième, pour s'adapter mieux au système suisse, alors que sa professeure lui conseille le SCAI. «Aujourd'hui, je regrette beaucoup d'avoir suivi son point de vue. J'espère que la situation va changer.»

Elle espère encore pouvoir passer l'examen d'entrée pour l'Ecole de commerce, mais Sladjana commence à se résoudre à la voie de l'apprentissage. En février, elle fera un état des lieux avec la personne qui la suit au SCAI. Elle tente de faire des stages dans l'horlogerie sans être réellement convaincue. L'informatique l'intéresse aussi: «Je ne sais pas si c'est difficile de trouver un poste, on me dira ici comment faire. Pour l'instant je n'ai pas peur de rester sans rien», déclare-t-elle indolente.

Après l'école obligatoire, le grand vide

JEUNES EN ATTENTE De plus en plus d'adolescents, dont une énorme proportion d'étrangers, se retrouvent sans solution à la sortie de la neuvième année. Paul Ackermann a recueilli leurs témoignages.

«En quittant l'école obligatoire, je ne savais simplement pas quoi faire.» Pour avoir trop douté, Muriel est sortie du chemin tracé, du schéma classique: éducation, formation, marché du travail. En dix ans, la proportion des jeunes qui se retrouvent, comme elle, sans «formation certifiante» (apprentissage, gymnase, école de commerce ou autre) à l'issue de la neuvième année est passée de

6 à 23%. Dans ce contexte, ils font une 10^e année scolaire, des stages, des séjours linguistiques. Ils peuvent aussi s'inscrire dans des structures intermédiaires comme l'Office de perfectionnement scolaire, de transition et d'insertion professionnelle (OPTI) dans le canton de Vaud et le Service des classes d'accueil et d'insertion (SCAI) à Genève.

Parmi les «jeunes en attente» comme Muriel, l'état

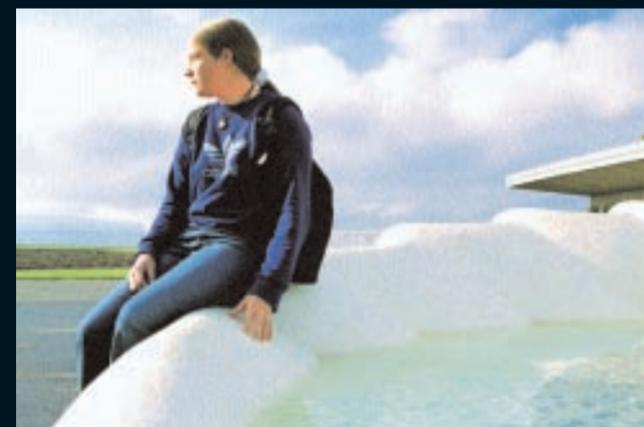
d'esprit varie: sentiment d'échec, peur d'un avenir mal défini ou résignation, ces «dixièmes» réagissent de manières très différentes. Certains paraissent même se sentir mieux là qu'ailleurs. Qu'ils se retrouvent dans cette situation à cause d'un marché du travail impitoyable ou par manque de motivation, ces jeunes sont symptomatiques d'un problème de fond: le passage de l'école au monde

professionnel est devenu un vrai casse-tête, malgré les efforts des offices d'orientation professionnelle.

A l'OPTI ou au SCAI, en attendant un poste d'apprentissage, ces adolescents peuvent perfectionner leurs connaissances et faire des stages d'encouragement, payés un demi-salaire d'apprentis. «Il ne faut pas leur offrir une simple prolongation de la scolarité: ces jeunes ont


ARMANDO PISATURO, 15 ANS, BEGNINS

Armando a terminé sa scolarité obligatoire à un niveau trop bas pour s'inscrire à l'Ecole de commerce. Il espère rattraper cet écart à l'OPTI. Impossible pour lui de faire une 10^e année classique (au sein d'un collège) qui permet ce genre de transfert car il n'a pas choisi l'allemand en septième. Il a fait des stages dans la construction mais il a rapidement changé d'avis. «Je ne suis pas fait pour ça.» Il se tourne désormais vers le domaine commercial. «Je suis motivé à fond et j'y crois. Je veux réussir. Mais je suis responsable de la situation: je n'ai pas bien bossé en septième. Je m'y suis pris trop tard.» La septième, pour lui, remonte à trois ans. Il se rend compte aujourd'hui que l'avenir se prépare bien à l'avance. «Tout s'est passé trop vite», admet-il.


FATON SHABANAJ, 16 ANS, RENENS

Massif et un peu nonchalant, Faton voulait devenir monteur électricien. Tout allait bien, il avait d'assez bonnes notes et un patron était d'accord de l'engager. Mais il a échoué à l'examen d'entrée de l'école professionnelle: «Ça n'était pas trop dur, mais je me suis planté.» Au début, il a été très déçu: «J'avais l'impression de perdre un an.» Le patron lui a cependant garanti qu'il le prendrait l'année prochaine s'il atteignait le nombre de points nécessaires. Il ne se fait pas trop de soucis pour cette année de transition: «Ça va aller. Il faudra quand même travailler.» L'avenir semble donc tout tracé. Mais quand on lui demande où il se voit dans dix ans, Faton est moins catégorique: «Je travaillerai mais j'hésite encore entre électricien et paysagiste.» Dans un an, il devrait être décidé, mais il se dit que «peut-être, après l'apprentissage», il changera d'avis.


MURIEL VIVIAN, 15 ANS, PRILLY

«Je suis venue ici parce que je ne savais pas quoi faire après la neuvième.» Muriel est indécise. «J'aimerais travailler soit dans l'art, soit avec les animaux.» Ce n'est pourtant pas faute d'avoir fait les stages que lui proposait l'orientation professionnelle: deux en graphisme, un comme polygraphe, un comme palefrenière, un comme peintre en publicité. Rien ne l'a passionné en particulier. Elle a bien tenté d'envoyer quelques lettres de motivation, mais on ne l'a pas prise. Cette année, elle espère trouver sa voie. Elle est consciente que son avenir ne va «pas lui tomber du ciel». Ce qu'elle souhaite plus que tout? Trouver un métier qui la passionne. Si ce n'est pas le cas, elle ne sait pas trop ce qu'elle va faire. Elle se satisfait cependant de la situation mais elle avoue qu'elle «aurait préféré trouver un apprentissage. Je préfère ne pas me demander ce que je ferai l'année prochaine et me dire que je trouverai avant.»

besoin d'une rupture», affirme Philippe Martinet, directeur de l'OPTI. Cet enseignement responsabilise l'élève, le confronte au monde professionnel.

PROBLÈMES DE LANGUE Ce qui frappe d'entrée, c'est l'énorme proportion de jeunes étrangers présents dans les couloirs de ces institutions. Les problèmes linguistiques sont pour eux un handicap considérable sur le che-

min de l'intégration professionnelle et éducative. C'est le cas d'Hiwot Belay, 17 ans, qui, en Ethiopie, se préparait à entrer à l'université. Petite et timide, elle maîtrise trop mal le français, pour accéder au gymnase. Ce sont ces lacunes qu'elle espère combler à l'OPTI.

Mais on trouve aussi des situations sans solution, comme celle de Magassouba Aboubacar, 16 ans, qui a dû fuir

sa famille restée en Guinée et qui s'est inscrit au SCAI, à Genève. «Bon élève au pays», il voudrait entrer à l'Ecole de culture générale (ECG) ou trouver un apprentissage. Il habite dans un foyer de requérants genevois et ne veut pas «zoner, ni rester couché à la maison». Beaucoup de ses amis «du centre» font comme lui. Il ne peut cependant pas travailler ou entreprendre une formation professionnelle car son «attestation

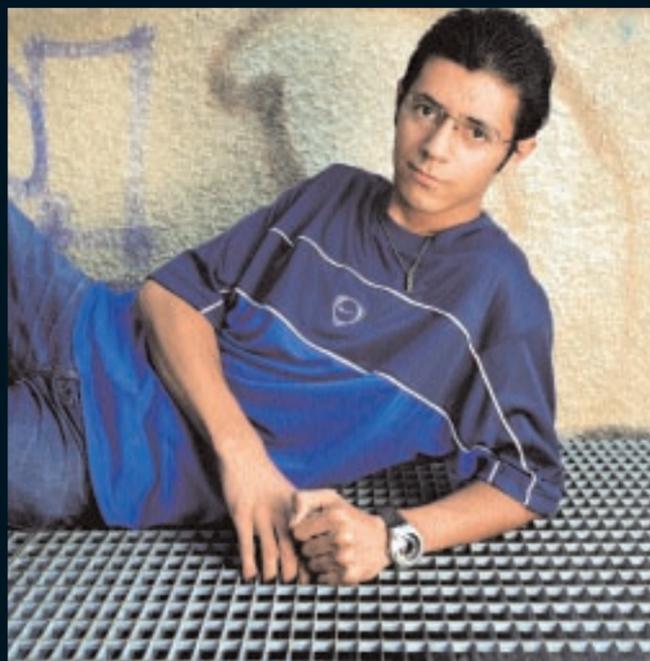
de délais de départ» ne lui donne pas les permis nécessaires. Ce qui l'empêche également d'entrer dans certaines écoles. Si ces tentatives ne débouchent sur rien, il va tenter de vivre en... jouant au foot.

Les chiffres sont impitoyables: selon l'étude TREE (Transitions de l'école à l'emploi) un jeune d'origine balkanique, turque ou portugaise a 3,7 fois moins de chances qu'un Suisse

COSKUN SARIKAYA, 20 ANS, CHARMILLES (GE)

Coskun est un peu mal à l'aise. Il surmonte pourtant sa timidité car il compte bien faire partager son envie de sortir de la situation dans laquelle il se trouve: il est en stage d'encouragement parallèlement à ses cours du SCAI (insertion professionnelle). Après onze ans de scolarité dont trois de «lycée professionnel» en électronique, Coskun a quitté la Turquie pour Genève en 2002. Ce faisant, il quittait également sa mère pour rejoindre son père, employé agricole. Ici, il voudrait simplement continuer sur la voie empruntée «au pays» et devenir électronicien.

Il a dû, tout d'abord, apprendre le français. Puis il a suivi pendant un an la classe «atelier métal» et a commencé à chercher un apprentissage. Cet été, il a écrit plusieurs lettres de motivation. Elles ont toutes reçu des réponses négatives. Toutes sauf une: «On me disait que si personne de mieux ne se présentait, on me prendrait.» Il n'a plus eu de nouvelles. Dépit, il explique ces échecs par son problème de langue: «Je sais qu'il y a de meilleurs élèves que moi. Des jeunes qui ont fait toute leur scolarité ici et qui maîtrisent parfaitement le français.» Puis de manière plus large: «Ils travaillent mieux et de manière plus disciplinée.» Avant de se révolter: «Mais les patrons ne m'ont jamais vu; moi aussi je sais travailler.» Finalement, une entreprise d'électronique a accepté de le recevoir pour un stage d'encouragement de dix mois. «Le patron est content de moi, il trouve que je travaille bien. J'espère qu'il va me garder comme apprenti.»



THERY PAREL

de trouver une formation à l'issue de la neuvième année. C'est ainsi que 35% de ces étrangers doivent passer par ces structures de transition contre 21% des

Suisses. On y trouve malgré tout beaucoup d'adolescents installés dans la région depuis longtemps. La moitié des élèves y sont suisses et, pour ceux-là, ce pas-

sage est souvent vécu comme une honte. A tel point que ceux qui acceptent de témoigner sont rares. Parfois trop ambitieux pour leurs capacités réelles, ils vivent cet échec assez mal.

«Passer au chômage à cet âge, c'est mettre la main dans l'engrenage de l'oisiveté.»

Christian Aguet, directeur du Service des classes d'accueil et d'insertion (GE)

STRUCTURES INDISPENSABLES

«Notre but est qu'aucun jeune ne reste sur le bord de la route», déclare Christian Aguet, directeur du SCAI. Ces institutions, de plus en plus sollicitées, sont pourtant montrées du doigt. Dans le canton de Vaud, le patronat juge que c'est un luxe. Pour Michel Frank, responsable des questions de formation au Centre patronal vaudois, «ce n'est pas l'avalanche qui tombe sur l'OPTI, mais l'OPTI qui a déclenché l'avalanche».

Alors que ces cours étaient une solution de secours, en lançant les inscriptions «de manière prématurée» dès mars, Philippe Martinet aurait donné une solution de facilité aux jeunes démotivés. De plus, en ouvrant cette voie aux élèves issus des classes intermédiaires (ancienne primaire supérieure), on aurait «institutionnalisé la 10^e année en laissant de côté ceux qui n'ont aucun certificat».

L'étude TREE démontre pourtant que ces structures sont efficaces et néces-

saires: 73% des jeunes qui sortent des solutions transitoires se retrouvent dans une voie de «formation certifiante» classique après un an. Pour Christian Aguet, «les élèves qui ne sont pas prêts à l'issue de l'école obligatoire se voient systématiquement rejetés par l'économie privée». Ils passeraient alors dans la catégorie «Play Station», soit les 5% qui ne font absolument rien en sortant du cursus scolaire habituel. «Passer directement au chômage à cet âge, c'est mettre la main dans l'engrenage de l'oisiveté», ajoute-t-il. Et de conclure: «A terme, l'idéal serait que nos institutions n'existent plus. Pour cela, il faudrait que le monde du travail et la scolarité soient mieux adaptés à nos jeunes.»

MOBILISATION GÉNÉRALE !

